

ASSEMBLEE DE CORSE

DELIBERATION N° 12/252 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE HABILITANT LE PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE A SIGNER UN ACCORD-CADRE DE COOPERATION AVEC LA REGION AUTONOME DE SARDAIGNE

SEANCE DU 20 DECEMBRE 2012

L'An deux mille douze et le vingt décembre, l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Dominique BUCCHINI, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : Mmes et MM.

ANGELINI Jean-Christophe, BARTOLI Marie-France, BASTELICA Etienne, BENEDETTI Paul-Félix, BIANCARELLI Viviane, BIANCUCCI Jean, BUCCHINI Dominique, CASALTA Laetitia, CASTELLANI Michel, CASTELLANI Pascaline, FERRI-PISANI Rosy, FRANCISCI Marcel, GIACOMETTI Josepha, GIOVANNINI Fabienne, GRIMALDI Stéphanie, HOUEMER Marie-Paule, LACAVE Mattea, LUCCIONI Jean-Baptiste, LUCIANI Xavier, MERMET Valérie, MOSCONI François, NATALI Anne-Marie, NICOLAI Marc-Antoine, NIVAGGIONI Nadine, ORSINI Antoine, ORSUCCI Jean-Charles, PANUNZI Jean-Jacques, RUGGERI Nathalie, SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette, SCIARETTI Véronique, SIMEONI Gilles, SIMONPIETRI Agnès, SINDALI Antoine, STEFANI Michel, SUZZONI Etienne, TALAMONI Jean-Guy, VALENTINI Marie-Hélène, VANNI Hyacinthe

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

Mme BEDU-PASQUALAGGI Diane à Mme SANTONI-BRUNELLI Marie-Antoinette
M. CASTELLI Yannick à M. NICOLAI Marc-Antoine
M. CHAUBON Pierre à Mme BARTOLI Marie-France
Mme DONSIMONI-CALENDINI Simone à Mme HOUEMER Marie-Paule
M. FEDERICI Balthazar à M. ORSUCCI Jean-Charles
Mme FEDI Marie- Jeanne à M. BUCCHINI Dominique
Mme NIELLINI Annonciade à Mme VALENTINI Marie-Hélène
Mme RISTERUCCI Josette à Mme BIANCARELLI Viviane
M. de ROCCA SERRA Camille à Mme GRIMALDI Stéphanie
M. SANTINI Ange à M. SINDALI Antoine
M. TATTI François à Mme CASTELLANI Pascaline

ETAIENT ABSENTES : Mmes

COLONNA Christine, MARTELLI Benoîte.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, Titre II, Livre IV, IV^{ème} partie,

- VU** le décret n° 96-8 du 2 janvier 1996 portant publication de l'accord entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République italienne concernant la coopération transfrontalière entre collectivités territoriales, signé à Rome le 26 novembre 1993,
- VU** l'avis n°2012-24 du Conseil Economique, Social et Culturel du 18 décembre 2012,
- SUR** rapport du Président du Conseil Exécutif de Corse,
- SUR** rapport de la Commission des Finances, de la Planification, des Affaires Européennes et de la Coopération,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

APPROUVE après avoir amendé le rapport du Conseil Exécutif, le projet d'accord-cadre de coopération internationale entre la Corse et la Région autonome de Sardaigne, tel qu'il figure en annexe de la présente délibération.

ARTICLE 2 :

AUTORISE le Président du Conseil Exécutif de Corse à signer l'accord-cadre, ainsi que les éventuels avenants ne comportant pas d'engagement financier.

ARTICLE 3 :

La présente délibération fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Corse.

AJACCIO, le 20 décembre 2012

Le Président de l'Assemblée de Corse,

Dominique BUCCHINI

ANNEXES

<p style="text-align: center;">RAPPORT DU PRESIDENT DU CONSEIL EXECUTIF DE CORSE</p>

OBJET : Accord-cadre de coopération internationale entre la Collectivité Territoriale de Corse et la Région Autonome de Sardaigne - Habilitation du Président du Conseil Exécutif à signer un accord-cadre de coopération internationale avec la Région Autonome de Sardaigne

Cet accord permettrait de créer un cadre de coopération avec la Région Autonome de Sardaigne avec laquelle la Collectivité Territoriale de Corse collabore déjà, dans une certaine mesure, par le biais de Programme Opérationnel Italie-France Maritime.

Contexte :

Le futur programme de coopération transfrontalière 2014-2020 risque de voir son territoire élargi à une partie de la Région PACA, l'accord-cadre avec la Région Autonome de Sardaigne serait un moyen de prévoir des activités de coopération sur des thématiques qui intéressent particulièrement les régions insulaires. Il assurerait une latitude supplémentaire de négociation avec l'ensemble des régions de la zone de coopération du futur programme transfrontalier.

Eléments de contenu :

Les thématiques identifiées par les deux Régions s'articulent autour des thèmes suivants :

- Sauvegarde de l'identité, de la culture, du patrimoine culturel et environnemental de la zone commune Corse-Sardaigne.
- Reconnaissance des spécificités insulaires et méditerranéennes,
- Gestion des liens dans le contexte de l'insularité,
- Adaptabilité et modalités créatives.

Les secteurs stratégiques suivants pourront faire l'objet de politiques communes :

- Développement social et économique Tourisme, outils financiers, Agriculture et agroalimentaire, innovation sociale,
- Développement durable mer et littoral, gestion de l'eau et assainissement, gestion des déchets, gestion des risques naturels et industriels, approvisionnement énergétique, énergies renouvelables,
- Recherche et développement - innovation,
- Transports, liaisons et mobilité,
- Education et qualification professionnelle, enseignement supérieur, formation, santé,
- Gouvernance et aménagement du territoire administration du territoire, échanges de bonnes pratiques, développement local et Technologie de l'information et de la communication,
- Culture, langue et patrimoine,
- Artisanat d'art.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer et m'autoriser à signer cet accord-cadre, ainsi que les éventuels avenants relatifs aux thématiques à développer.



REGIONE AUTONOMA DELLA SARDEGNA



**ACCORD DE COLLABORATION
ENTRE LA CORSE
ET LA SARDAIGNE**

**Pour la définition de stratégies
communes de développement
territorial pour mettre en œuvre au
travers d'actions de projection et de
gestion conjointes**

**ACCORDO DI COLLABORAZIONE
TRA CORSICA - SARDEGNA**

**Per la definizione di strategie comuni
di sviluppo territoriale da realizzare
attraverso azioni di progettazione e
gestione congiunte**

LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE CORSE ET LA REGION AUTONOME DE SARDAIGNE

CONSIDERANT le voisinage géographique et la position stratégique des deux îles dans la Méditerranée, et non seulement les forts liens historiques et culturels ;

CONSIDERANT l'opportunité de renforcer ces rapports en vue de l'élaboration de politiques et de stratégies communes de développement de cette communauté, dans le cadre des politiques de cohésion territoriale promues et soutenues par l'Union européenne, par chaque état et chaque région ;

CONSIDERANT les expériences renforcées de coopération muries dans le cadre du PIC « INTERREG III A », du programme « Isles 2000-2006 » et du PO « Italie France Maritime 2007-2013 » ;

CONSIDERANT la nécessité et l'importance de :

- mettre en place un système efficace de relations avec les institutions de l'Union Européenne au sujet des questions d'intérêts régionaux et des domaines de compétences régionales, en faisant valoir la spécificité du territoire régional, en se référant en particulier à la condition de l'insularité ;
- participer à l'élaboration des actes de l'Union Européenne et de pourvoir à la réalisation ainsi qu'à l'exécution des actes de l'Union Européenne et des accords internationaux ;
- participer aux plans, programmes et projets promus par l'UE ou bien financés par des ressources européennes sous la forme d'une coopération territoriale stable et structurée.

LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE CORSE E LA REGION AUTONOMA DELLA SARDEGNA

CONSIDERATI la vicinanza geografica e la posizione strategica delle due Isole nell'area del Mediterraneo, nonché i forti legami storici e culturali ;

VERIFICATA nel quadro delle politiche di coesione territoriale promosse e sostenute dall'Unione Europea, dai singoli Stati e dalle singole Regioni, l'opportunità di rafforzare i rapporti per l'elaborazione di politiche e strategie comuni di sviluppo delle comunità ;

VALUTATE le consolidate esperienze di cooperazione territoriale maturate nell'ambito del P.I.C. INTERREG III A "Isole" 2000-2006 e del P.O. Italia-Francia "Marittimo" 2007-2013 ;

VERIFICATA la necessità e l'importanza di :

- realizzare un efficace sistema di relazioni con le istituzioni dell'Unione europea nelle questioni di interesse regionale e nelle materie di competenza regionale facendo valere le specificità del territorio regionale con particolare riferimento alla condizione di insularità ;
- partecipare alla formazione degli atti dell'Unione europea e di provvedere all'attuazione ed esecuzione degli atti dell'Unione europea e degli accordi internazionali ;
- partecipare ai piani, ai programmi e ai progetti promossi dall'Unione Europea o finanziati con risorse europee e a forme stabili e strutturate di cooperazione territoriale.

CONSIDERANT la possibilité, l'opportunité et la nécessité de :

- prévoir le développement d'activités ayant un relief international et la signature dans les domaines de compétences propres, d'accords avec des organismes internationaux et d'ententes avec des organismes territoriaux internes aux autres états ;
- promouvoir les accords avec les autres régions et avec des régions appartenant à des états étrangers, afin de mettre en œuvre des formes de collaboration et de partenariat orientées vers le développement et la promotion sociale, culturelle et économique entre les deux îles ;
- favoriser la participation au processus d'intégration au sein de l'Union Européenne des organismes locaux, des universités et autres autonomies fonctionnelles, des sujets représentatifs des instances susceptibles d'intérêt et de sauvegarde, des entreprises et des citoyens ;
- renforcer ultérieurement les rapports entre les deux îles dans quelques secteurs stratégiques pour le développement des deux communautés ;
- impliquer les structures administratives des plus hauts niveaux de responsabilité.

CONSIDERANT qu'il existe les conditions pour :

- La construction d'un partenariat homogène dans l'arc haut de la mer Tyrrhénienne, capable de représenter les instances au sein de juridictions destinées à définir les stratégies communautaires et nationales en vue d'un développement territorial ;
- parvenir à un accord bilatéral pour la définition de politiques communes concernant le domaine de scénarii de cohésion de l'arc euro-méditerranéen.

SOUSCRIVENT L'ACCORD SUIVANT DE COOPERATION

pour la définition de stratégies communes de développement territorial à mettre en œuvre au travers d'actions de projets et de gestions conjointes.

VERIFICATA la possibilité, l'opportunité e la necessità :

- di prevedere lo svolgimento di attività di rilievo internazionale e la sottoscrizione, nelle materie di propria competenza, di accordi con organismi internazionali e intese con enti territoriali interni ad altri Stati ;
- di promuove accordi con le altre regioni, e con regioni appartenenti a stati esteri, al fine di attivare forme di collaborazione e di partenariato, finalizzate allo sviluppo e alla promozione sociale, culturale ed economica delle due Isole ;
- di favorire la partecipazione al processo di integrazione europea degli enti locali, delle università e delle altre autonomie funzionali, dei soggetti rappresentativi di istanze suscettibili di interesse e di tutela, delle imprese e dei cittadini ;
- di rafforzare ulteriormente i rapporti tra le due Isole in alcuni settori strategici per lo sviluppo delle due comunità ;
- di coinvolgere le strutture amministrative ai più alti livelli di responsabilità.

VALUTATO che sussistono le condizioni per :

- la costruzione di un partenariato omogeneo dell'area alto-tirrenica capace di rappresentare le istanze nelle sedi deputate a definire le strategie comunitarie e nazionali per lo sviluppo territoriale ;
- addivenire ad un accordo bilaterale per la definizione di politiche comuni nell'ambito degli scenari di coesione dell'area euro-mediterranea ;

SOTTOSCRIVONO IL SEGUENTE ACCORDO DI COLLABORAZIONE

per la definizione di strategie comuni di sviluppo territoriale da realizzare attraverso azioni di progettazione e gestione congiunte.

ARTICLE 1 - Dispositions générales

- La Collectivité Territoriale de Corse et la Région Autonome de Sardaigne s'engagent à mettre en œuvre une collaboration stable qui favorise le développement social, économique et institutionnel de manière réciproque, au travers de projets et d'une gestion commune d'initiatives, d'accords, d'échanges de connaissances et de compétences dans les secteurs jugés stratégiques pour le développement des deux îles, ainsi que pour promouvoir les échanges et le rapprochement des deux territoires.

- Les Régions s'accordent sur la nécessité de mettre en œuvre des politiques communes, des programmes et des projets, impliquant les institutionnels, les Universités, les organisations de la société civile, les acteurs économiques et en mobilisant les ressources humaines et financières nécessaires.

ARTICLE 2 - Dispositions particulières

Le présent accord vise à fixer les actions à réaliser conjointement et à planifier les activités, afin d'obtenir une application concrète, rapide et visible pour mettre en évidence le travail de partenariat réalisé, aussi bien au niveau des régions insulaires qu'au-delà des territoires des deux îles.

Dans le cadre du présent accord, les régions, sur la base de problématiques et de critiques concernant certains thèmes d'intérêt commun, s'impliquent dans la réalisation de projets, en adoptant la méthodologie suivante et avec l'utilisation des instruments idoines pour son organisation.

1/ identification de quelques thèmes d'intérêts communs :

- Sauvegarde de l'identité, de la culture, du patrimoine culturel et environnemental de la zone commune

Articolo 1 - Disposizioni generali

- La Collectivité Territoriale de Corse e la Regione Autonoma della Sardegna si impegnano ad attivare una collaborazione stabile che favorisca il reciproco innovativo sviluppo sociale, economico e istituzionale, attraverso la progettazione e gestione comune di iniziative, accordi e scambi di conoscenze e competenze nell'ambito dei settori giudicati strategici, al fine dello sviluppo delle due Isole, anche per promuovere lo scambio e il riavvicinamento tra i due territori.

Le Regioni concordano sulla necessità di attuare politiche comuni, programmi e progetti, coinvolgendo i soggetti istituzionali, le università, le organizzazioni della società civile e gli attori economici e mobilitando le risorse umane e finanziarie necessarie.

Articolo 2 - Disposizioni particolari

Il presente Accordo mira a stabilire le azioni da realizzare congiuntamente e a pianificare le attività al fine di permettere che esso abbia un'applicazione concreta, celere e visibile e per evidenziare il lavoro di partenariato realizzato, sia a livello delle regioni insulari che al di là dei territori delle due Isole.

Nel quadro del presente Accordo, le Regioni, sulla base di problematiche e criticità su alcuni temi di interesse comune, si impegnano a realizzare progetti adottando la seguente metodologia con l'utilizzo di idonei strumenti organizzativi.

1. Individuazione di alcuni temi di comune interesse :

- salvaguardia dell'identità, della cultura e del patrimonio culturale e ambientale dell'area comune Corsica-

Corse-Sardaigne.

- Reconnaissance des spécificités insulaires et méditerranéennes
- Gestion des liens dans le contexte de l'insularité
- Adaptabilité et modalités créatives

2. Sur la base d'analyses, définition de politiques communes sur des secteurs stratégiques suivants :

- *Développement social et économique* Tourisme, outils financiers, Agriculture et agroalimentaire, innovation sociale,
- *Développement durable* mer et littoral, gestion de l'eau et assainissement, gestion des déchets, gestion des risques naturels et industriels, approvisionnement énergétique, énergies renouvelables,
- *Recherche et développement - innovation*
- *Transports, liaisons et mobilité,*
- *Education et qualification professionnelle,* enseignement supérieur, formation, santé,
- *Gouvernance et aménagement du territoire* administration du territoire, échanges de bonnes pratiques, développement local et Technologie de l'information et de la communication,
- *Culture, langue et patrimoine*

3. Développement des projets communs soit au niveau infrarégional soit au niveau suprarégional afin de devenir ensemble une force de proposition.

ARTICLE 3 - Modalités de mise en œuvre

Les axes définis ci-dessus constituent la base de l'accord que les deux régions entendent mener en commun, durant la phase d'exécution de l'agenda de travail. Il pourra être élargi à d'autres domaines avec l'accord des deux parties.

Pour être accepté, un nouvel axe pourra être proposé par l'une des deux parties et entériné par les deux parties. Le nouvel axe

Sardegna ;

- riconoscimento delle specificità isolate e mediterranee ;
- gestione dei vincoli in contesto di insularità ;
- adattabilità e modalità creative di governance.

2. Sulla base dell'analisi, definizione di politiche comuni in funzione dei seguenti settori specifici :

- *sviluppo sociale ed economico* - turismo, strumenti finanziari, agricoltura, innovazione sociale,
- *sviluppo sostenibile* - mare e litorali, gestione delle risorse idriche e igienico-sanitarie, gestione dei rifiuti, gestione dei rischi naturali e industriali di approvvigionamento energetico, energie rinnovabili,
- *ricerca e sviluppo - innovazione,*
- *trasporti* collegamenti e mobilità,
- *istruzione e qualificazione professionale* - istruzione superiore, formazione, sanità, trasporti,
- *governo del territorio* - amministrazione del territorio, scambio di buone pratiche, sviluppo locale, tecnologie dell'informazione e della comunicazione,
- *cultura, lingua e patrimonio identitario.*

3. Sviluppo di progetti intraregionali e sovraregionali comuni al fine di diventare soggetto unico di proposta.

Articolo 3 - Modalità di attuazione

I settori sopra definiti costituiscono la base dell'Accordo che le due Regioni intendono gestire congiuntamente. In fase di attuazione, su proposta di una delle due Regioni, l'accordo potrà essere esteso ad altri settori con l'accordo di entrambe le parti.

Il nuovo settore così individuato formerà oggetto di un atto aggiuntivo al presente accordo approvato dalle due parti.

ainsi entériné, fera l'objet d'un avenant au présent accord, signé par les deux parties. Les projets et actions qui résulteront du présent accord, seront mis en œuvre par l'intermédiaire d'un agenda de travail. Ils feront l'objet de conventions opérationnelles qui préciseront le contenu, les modalités de mise en œuvre, les typologies de supports (par exemple Association, collaboration ou GECT etc...) les conditions de financement, le calendrier d'exécution, les modalités de suivi et d'évaluation.

La rédaction de l'agenda de travail et des conventions opérationnelles sera placée sous la responsabilité de :

Pour la Sardaigne l'Assessorato della Programmazione, Bilancio, Credito e Assetto del Territorio, à travers la structure administrative du Centro Regionale di Programmazione ;

Pour la Corse du Conseiller Exécutif en charge des affaires européennes et internationales pour le portage politique et la Direction des affaires européennes et internationales (DAEI) pour le portage administratif.

Les structures respectives assureront les fonctions de Secrétariat technique de l'accord.

ARTICLE 4 - Conditions de financement

En conformité avec les législations en vigueur, les parties signataires s'attacheront à promouvoir les mécanismes innovants en ce domaine, associant les budgets régionaux, nationaux et européens, au service de projets d'intérêt partagé.

ARTICLE 5 - Modes de fonctionnement

La présente convention est signée entre le Président du Conseil Exécutif de Corse M. Paul Giacobbi et le Président de la Région autonome de Sardaigne M. Ugo Cappellacci.

Cet accord prendra effet une fois validé par

I progetti e le azioni scaturenti dal presente accordo saranno realizzati attraverso un programma comune di lavoro. Detti progetti ed azioni saranno parte di accordi operativi che ne specificheranno il contenuto, la metodologia di attuazione, la tipologia di supporti (ad esempio associazioni, partenariato o GECT ecc.), le condizioni di finanziamento, il calendario di attuazione, le modalità di controllo e di valutazione.

La stesura del programma di lavoro e degli accordi operativi saranno attuati sotto la responsabilità :

- per la Sardegna : Assessorato della Programmazione, Bilancio, Credito e Assetto del Territorio, attraverso la struttura amministrativa del Centro Regionale di Programmazione ;

- per la Corsica del Consigliere esecutivo della Corsica incaricato degli affari europei e internazionali, e la struttura amministrativa della Direzione per gli Affari europei e internazionali (DAEI) della Collettività Territoriale di Corsica.

Le strutture individuate assicureranno le funzioni di Segreteria Tecnica dell'Accordo. AJOUT

Articolo 4 - Finanziamento

In conformità con le leggi vigenti, per l'attuazione del presente Accordo e per il finanziamento di progetti di interesse comune le Regioni verificheranno la possibilità di utilizzare risorse regionali, nazionali e provenienti dall'Unione Europea.

Articolo 5 - Esecutività dell'accordo

Il presente Accordo è firmato dal Presidente del Consiglio esecutivo della Corsica Sig. Paul Giacobbi e dal Presidente della Regione Autonoma della Sardegna, Ugo Cappellacci.

L'Accordo entrerà in vigore una volta

les instances délibératives de chacune des institutions.

Les présidents respectifs pourront se faire représenter par leurs élus en charge de la coopération européenne, des affaires internationales et de la planification autant que de besoin, pour toutes les réunions politiques faisant le point périodique sur l'état d'avancement des dossiers dans leur ensemble.

Il est prévu annuellement une réunion des deux exécutifs des régions pour qu'un bilan des actions et une présentation des perspectives puissent être élaborés.

Entre ces réunions statutaires les élus référents des deux régions, pourront mener les tâches relevant de leurs domaines de compétences, dans le cadre du programme opérationnel. Ils pourront proposer l'ajout éventuel de nouvelles actions en se référant à la procédure prévue à l'article 3 et effectuer le travail de prospective nécessaire à l'évolution du partenariat.

Si des dossiers devaient être défendus devant les instances de Bruxelles et de la Commission européennes, les élus concernés seront appuyés dans leur démarche, par les élus corses et sardes en charge de la coopération européenne, des affaires internationales et de la planification.

ARTICLE 6 - Durée et résiliation

La présente convention est valable cinq ans et renouvelable avec l'accord des deux régions.

approvato dagli organi competenti di ciascuna istituzione.

I rispettivi Presidenti saranno rappresentati, secondo le necessità, dai loro responsabili per le politiche europee e per la programmazione, che periodicamente aggiorneranno lo stato di avanzamento dei progetti e dell'Accordo nel loro complesso.

Le Regioni stabiliscono di incontrarsi almeno una volta l'anno per verificare l'aggiornamento sull'attuazione del presente Accordo e sullo stato di avanzamento delle singole attività.

Nel quadro dei singoli accordi operativi attuativi del presente Accordo, i rappresentanti delle due Regioni gestiranno le attività rilevanti loro assegnate nei settori di competenza. Essi potranno proporre eventuali nuove azioni, facendo riferimento alla procedura di modifica di cui all'articolo 3, e gestire il programma dei lavori in funzione dell'evoluzione del partenariato.

Qualora si verificasse la necessità di promuovere istanze comuni presso gli organismi dell'Unione Europea, le due Regioni si impegnano a sostenersi vicendevolmente per il tramite dei responsabili politici competenti in materia di cooperazione europea, affari internazionali e programmazione.

Articolo 6 - Durata

Il presente accordo è valido per cinque anni e si intende rinnovabile su accordo delle Regioni.

Lu, confirmé et approuvé à / Letto, confermato e approvato a:

Il Presidente del Consiglio Esecutivo della Corsica
Le Président du Conseil exécutif de Corse

Paul Giacobbi _____ (Signature / Firma)

Il Presidente della Regione Autonoma della Sardegna
Le Président de la Région autonome de Sardaigne

Ugo Cappellacci _____ (Signature / Firma)